



ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Première Circonscription
TOULOUSE-NORD

M^e Jean MAUBEC

Conseiller Municipal - Aveugle de Guerre - Avocat à la Cour

Indépendant de Progrès pour une Démocratie Moderne

ELECTRICES, ELECTEURS,

Ainsi, après 10 années de pouvoir s'appuyant sur une majorité d'inconditionnels, après l'explosion estudiantine que nous venons de connaître, puis une crise sociale sans précédent, après la dissolution de l'Assemblée Nationale, de nouvelles élections chargées de déterminer une majorité capable de promouvoir une politique que l'on veut nouvelle, tenant compte des légitimes aspirations du peuple de France,

ON VOUS PROPOSE, au nom de la défense de la République, un choix simple : **LE GAULLISME OU LE COMMUNISME.**

Ce choix est dangereux

La France partagée en deux blocs antagonistes, toutes les conditions dès lors seraient réunies pour un affrontement sanglant et fratricide, vous ne le voulez pas. On vous propose de choisir, soit, **UN INCONDITIONNEL BRUTAL**, conservateur, refusant le dialogue et qui serait prêt même à s'en prendre à la liberté de chacun.

Souvenez-vous, alors qu'il était ministre des Anciens Combattants, sa position violente et sectaire a rendu toute discussion impossible, déclarant à Lyon :

Les Anciens Combattants m'ont déclaré la guerre, c'est eux qui la perdront.

On sait, depuis, qu'il a perdu cette bataille devant l'électorat parisien du quartier des Carrières. Alors, il est parachuté à Toulouse, comme si Toulouse manquait d'hommes de valeur susceptibles de briguer les suffrages de l'électorat.

Pourtant, il faut se souvenir que le 19 juin 1967, à la Préfecture de Toulouse, s'adressant à des Anciens Combattants mécontents, il leur a déclaré : **VOUS ETES DE MAUVAIS FRANÇAIS.**

C'est ce candidat que l'on vous impose pour défendre la République, pour promouvoir une politique de progrès ouverte au dialogue,

Soit un Fédéré, Député sortant, allié privilégié occasionnel et éphémère du Parti Communiste.

Comme son allié, il veut détruire sans savoir ce que sera l'avenir aux prises avec le parti totalitaire bénéficiant d'un appareil implanté de longue date, appuyé sur la C.G.T.

Il voudrait recommencer l'expérience du Front Populaire, mais la différence avec 1936 est fondamentale puisque la Fédération est minoritaire et la C.G.T. dans la main du Parti Communiste.

Consciemment ou inconsciemment il organiserait un nouveau Prague ou Varsovie, à moins que ce ne soit Budapest.

Aidé en cela par un quotidien qui, dénonçant le défaut d'objectivité de l'O.R.T.F., pratique le pire sectarisme au regard de ceux qui n'appartiennent pas à son courant politique; il est aussi le seul quotidien à avoir augmenté son prix de 25 %.

Alors, vous ne pouvez choisir ni l'un ni l'autre

Vous ferez confiance au **CANDIDAT INDEPENDANT DE PROGRES POUR UNE DEMOCRATIE MODERNE** qui, sans remettre en cause les institutions de la V^e République, la légitimité de l'élection du Président de la République au suffrage universel, s'engage, dans la paix civile, à œuvrer pour l'évolution, la paix sociale, la dignité et la liberté individuelles.

T. S. V. P.

Evolution

LA JEUNESSE, dès 1962, à l'occasion d'une campagne électorale entreprise dans un secteur voisin, j'ai dénoncé l'inadaptation des structures propres à permettre, dans les meilleures conditions, l'insertion de cette jeunesse dans la société, afin qu'elle ne la remette pas en cause y ayant trouvé sa place.

C'est le problème de la scolarité qu'il faut repenser, l'orientation, le rajeunissement des structures universitaires archaïques et périmées,

C'est l'enseignement mal adapté aux besoins,

C'est l'insuffisance des maîtres et des professeurs,

C'est le retard dans la construction des locaux,

C'est enfin l'absence de débouchés pour les étudiants et les élèves de l'enseignement technique.

Cette carence s'est traduite par une explosion violente de cette jeunesse qui, déçue dans ses espérances, en arrive même à remettre en cause les fondements de la société qui n'a pas su l'accueillir.

Nous n'avons **PLUS LE DROIT D'IGNORER ET DE DIFFERER CES REFORMES.**

Les **travailleurs**, sans remettre en cause le fondement de la libre entreprise, il faut, le profit étant le stimulant de l'économie libérale, permettre à ceux qui produisent d'y participer au stade de la marche de l'entreprise et de la répartition des revenus.

Les **agriculteurs**, c'est l'adaptation nécessaire des structures agricoles permettant à l'agriculture française de courir sa chance dans le Marché Commun.

Progrès Social

C'est le droit pour tous, travailleurs, fonctionnaires, retraités, à des salaires décents permettant une vie digne et la possibilité de s'adonner aux loisirs;

C'est l'abolition des ordonnances de la Sécurité Sociale, rendant possible une véritable politique de santé, avec un effort tout particulier de construction et d'aménagement des centres hospitaliers encore trop insuffisants;

C'est la construction d'H.L.M. à caractères sociaux permettant notamment aux jeunes ménages de voir résolu enfin le préoccupant problème du logement;

C'est pour la petite et moyenne entreprise et pour les commerçants une réforme fiscale équitable et pour la petite industrie des aménagements fiscaux leur permettant de supporter l'accroissement des charges financières consécutives aux augmentations de salaires, ce qui aurait pour effet de sauver cette entreprise et d'éviter aux travailleurs le spectre du chômage;

Par des investissements productifs, par l'augmentation de la production des entreprises, résorber le chômage et organiser la sécurité de l'emploi.

Pour les **Anciens Combattants**, appliquer les lois votées par le Parlement et respecter le rapport constant.

Pour les **Rapatriés**, une juste et légitime indemnisation des biens spoliés, abandonnés dans les pays d'Outre-Mer, avec l'amnistie totale des infractions commises en relation avec les événements d'Algérie, et ce, dans un but de réconciliation nationale.

Pour les agriculteurs, obligés de quitter leur terre, allouer une indemnité viagère de départ, leur permettant une vie décente.

Enfin, pour les personnes âgées et les handicapés, oubliés dans la vaste discussion entreprise, revaloriser leur pension de retraite, afin de leur assurer, pour les uns une vieillesse paisible, pour les autres des moyens de subsistance leur permettant de mener une vie digne.

Dignité et Liberté individuelles

Respect et sauvegarde de toutes les libertés contre les entreprises totalitaires de quelque côté qu'elle pourrait apparaître, car notre pays est épris de liberté dans une démocratie humaine et sociale.

IL S'AGIT D'UN PROGRAMME AMBITIEUX PARFAITEMENT REALISABLE ET SANS DEMAGOGIE.

Par la révision totale de la politique budgétaire et financière de notre pays, notamment par l'abandon d'une force de frappe coûteuse et dérisoire dont la charge doit être supportée par la collectivité européenne, et par la suppression des subventions accordées à des pays concevant la coopération à leur strict profit.

Enfin, pour la politique extérieure de la France, poursuite de la construction politique de l'Europe, en respectant des amitiés traditionnelles de notre pays notamment à l'égard des Etats-Unis.

Voilà, Electrices, Electeurs de la 1^{re} Circonscription, ce que vous propose le candidat de la raison, de l'évolution dans le calme et la paix civile.

Ma victoire sera celle du bon sens, pour une Démocratie nouvelle et humaine. Aussi j'ai **CONFiance**.

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Charles RAULET

Transporteur

**Le Candidat de l'Union Travailleuse
pour la sauvegarde de la République
JEAN MAUBEC**

Chevalier de la Légion d'Honneur
Médaille Militaire — Croix de Guerre

Avocat à la Cour d'Appel

Conseiller Municipal de Toulouse, Aveugle de Guerre